

---

Prise de Parole de M. Grégory Doucet, Maire de Lyon  
**Ouverture du 29<sup>e</sup> Congrès National de la Protection Civile**  
Centre des Congrès / Cité Internationale – 29 mars 2025

*(Seul le prononcé fait foi)*

---

\*\*\* Salutations protocolaires \*\*\*

C'est un immense honneur pour Lyon de recevoir cette 29<sup>e</sup> édition du Congrès national de la Protection Civile, en cette date anniversaire des soixante ans de la Fédération Nationale – *et de l'Association du Rhône*. Votre présence ici est un témoignage fort de votre engagement pour la prévention, l'entraide et la résilience collective. D'autant que ce congrès, j'en suis convaincu, restera une étape marquante et structurante de la redéfinition des politiques de sécurité civile en France. Qu'impose la nécessité de moderniser cet extraordinaire outil, par notre effort total et concerté. Non sans avoir dressé préalablement un état des lieux lucide sur la situation actuelle et passée ... autant que sur les nouveaux défis à relever, compte tenu des bouleversements écologiques, géopolitiques, économiques et sociaux, inhérents à notre époque.

Lyon, vous le savez, est une ville de congrès par excellence, un carrefour où se rencontrent savoirs et engagements. Un lieu qui dispose aussi d'attraits, notamment patrimoniaux et culinaires, permettant de joindre l'utile à l'agréable et d'offrir un séjour stimulant, en dehors des moments de travail. J'espère que vous vous y sentirez accueillis de manière optimale.

C'est aussi une ville où se déploie de très longue date, un réseau de coopération et d'entraide, presque consubstantiel à son identité. C'est également une ville marquée par l'histoire de la sécurité civile. Avant même qu'elle n'existe sous ce nom, ou dans sa forme actuelle. En particulier, la catastrophe de Feyzin en 1966 ou encore l'effondrement de la colline de Fourvière en 1930, rappellent combien la préparation et la mobilisation collective

sont décisives face aux risques majeurs et à l'inattendu. Elles nous rappellent aussi que la solidarité ne se décrète pas, elle s'organise.

Aujourd'hui, plus encore, dans un monde confronté à des typologies de crise nouvelles, vous constituez le premier recours lorsque l'inconnu frappe. Le maillon humain essentiel qui transforme le chaos en solidarité et en action.

Aussi, j'éprouve un grand sentiment de fierté à vous voir réunis dans notre ville. Et au travers de cet accueil, je saisis l'opportunité qui m'est donnée pour rendre hommage à ces femmes et à ces hommes – *que vous êtes* – qui, par leur engagement, font vivre l'idéal républicain de solidarité.

Les bénévoles de la Protection Civile représentent une force silencieuse mais absolument indispensable au service des populations sinistrées. Une force admirable qui s'expose et affronte les situations critiques avec courage, pour soutenir, dans les meilleurs délais, toutes les victimes du quotidien comme de l'exceptionnel. Aussi bien lorsqu'il s'agit des conséquences du dénuement matériel que d'un crash aérien, d'un accident ferroviaire, du passage d'un ouragan – *ô combien je m'associe aux pensées pour Mayotte* – ou d'une explosion de site industriel.

En 2023, ce sont 3,2 millions d'heures qui ont été dispensées au travers de vos actions. Généreusement offertes pour le bien commun. Avec plus de 100 000 personnes secourues ou assistées. Ce don de soi si massif et si précieux qui préserve la cohésion de notre société mérite, à l'évidence, reconnaissance et valorisation.

Aussi, je veux plaider avec force pour que soit créé un « **statut du bénévole de sécurité civile** ». Et au travers de ce statut, l'accès à des droits sociaux – *dont la retraite* – à la formation et à une véritable valorisation des compétences acquises. Ce statut aurait la vertu de faire de l'expérience vécue une qualité socialement identifiée, d'ouvrir des perspectives cohérentes avec le service rendu et, je le crois, garantirait mieux la pérennité de cet engagement vital.

Vital, car la protection civile est un pilier de la République sociale.

Elle représente dans sa capacité à atténuer la portée humaine et matérielle des calamités qui nous frappent, une source d'égalité, de fraternité. Et de liberté. Car sans secours, sans mise à l'abri, sans sortie de l'urgence face au danger, il n'y a pas de liberté.

Ensuite, il faut le dire et le rappeler, la protection civile est l'affaire de toutes et tous. C'est une responsabilité et une volonté partagée. Elle ne peut réussir dans les

missions qu'elle se donne, à atteindre le degré d'efficacité qu'elle recherche, que par le dialogue et le soutien mutuel ... des différentes structures et organismes qui la portent.

La coopération entre l'Etat, les collectivités et les associations est, de ce point de vue, un impératif incontournable.

Face aux crises contemporaines, la gouvernance centralisée fait figure de modèle dépassé. Et pas seulement face aux crises, dans des circonstances joyeuses mais où la maîtrise de l'aléa est fondamentale ... c'est le cas aussi !

A Lyon, lors des grands évènements, notamment, nous mettons en place, ensemble, des dispositifs de sécurité renforcés. Aux côtés des policiers nationaux, des policiers municipaux et des agents de sécurité privée, les associations agréées de sécurité civile permettent la mobilisation de plusieurs dizaines de bénévoles. Pour les manifestations d'envergure que sont la Fête des lumières, le Marathon de Lyon, le Festival entre Rhône et Saône.

Ces exemples pour illustrer qu'à Lyon nous croyons fermement à une coproduction des politiques de sécurité civile, qui associe pleinement l'État, les forces de police et de santé, les pompiers, les collectivités et les associations. C'est d'ailleurs cette philosophie qui guide notre action, notamment à travers notre Plan Communal de Sauvegarde – *l'un des plus ambitieux de France*.

Je crois pouvoir affirmer aussi que notre coopération avec l'ADPC 69 est fructueuse. Main dans la main, nous avons géré des crises comme celles liés à la problématique des hébergements d'urgence. Ou, dans un passé récent, de façon partenariale, la prise en charge d'une quarantaine d'enfants dans un gymnase, bloqués à la gare de la Part-Dieu, suite à un incident SNCF. Je me réjouis de la fluidité des échanges que j'ai constatée à ces occasions.

A mon sens, loin d'être l'exception, cette solidarité institutionnelle doit devenir la norme, partout en France.

Ensuite, je veux le dire : partager, transmettre, construire et sensibiliser à la culture du risque est un vaste enjeu démocratique ; et à plusieurs égards.

Car agir ensemble, ne suffit pas, : encore faut-il que chaque citoyen soit préparé, formé, informé face aux crises. Autant d'outils à polir et à parfaire si nous voulons augmenter notre résilience collective. En 2023, 130 000 personnes ont été formées aux gestes qui sauvent. C'est un progrès, mais il faut aller plus loin.

Nous devons porter, je le crois, un objectif national volontariste: qu'un Français sur deux soit formé aux gestes de premiers secours d'ici 2030. La Ville de Lyon est prête à s'engager là-dessus en expérimentant avec la FNPC une stratégie locale de « culture du risque ».

Au passage, permettez-moi de le préciser : faciliter l'accès du plus grand nombre à la « culture du risque » ne signifie pas pour autant accepter le risque, ou faire accepter le risque par ce subterfuge. Le risque, quand il est mesurable, doit faire l'objet d'une délibération démocratique pour identifier ses fondements, sa raison d'être et si nous le jugeons soutenable, ou pas. Ce qui, évidemment, renvoie notamment aux moyens mobilisés pour anticiper davantage et mieux partager la réalité des objets de cette anticipation.

C'est pourquoi, la Ville de Lyon s'investit pleinement dans la protection de ses habitants en développant aussi des politiques de prévention. Ce devrait être une évidence, la catastrophe la mieux contrôlée est celle qui ne survient pas. Jamais, nous ne devons abandonner l'ambition de faire baisser le risque au maximum, quand bien même nous progressons infiniment dans notre capacité à y faire face.

De ce point de vue, à Lyon, la Ville n'hésite pas à participer régulièrement à des simulations d'urgence avec les acteurs de la sécurité civile pour tester et améliorer les dispositifs de réponse aux crises. Un exercice pourrait d'ailleurs être organisé avec la Protection Civile afin de tester nos procédures et notre coordination. J'y suis favorable.

Enfin, c'est un corollaire de ce que je viens d'énoncer : accroître la justice sociale et répondre à l'urgence écologique forment deux objectifs inséparables pour renforcer la résilience de nos territoires. En effet, les catastrophes ne frappent pas au hasard. Pas tout-à-fait au hasard. L'exposition au risque n'est pas distribuée de manière homogène en fonction du statut social des individus. C'est une réalité bien désagréable car elle ne correspond pas vraiment aux valeurs portées par notre devise républicaine et qui nous sont si chères. Mais voilà, il y a bien une inégalité avérée face à la menace et au danger. Ce sont les plus pauvres, les plus précaires, les plus socialement vulnérables qui y sont davantage exposés.

Le reconnaître suppose de renforcer la solidarité territoriale pour garantir à toutes et tous une protection égale, face aux crises. Simultanément, nous devons intégrer pleinement la sécurité climatique dans nos politiques locales. Exemple paradigmatique, les passoires thermiques tendent à se concentrer là où se concentre la pauvreté. Canicules,

inondations, pollutions : la sécurité civile doit impérativement évoluer pour répondre à ces défis montants.

Ce n'est pas ma sensibilité propre, ou celle de mon exécutif, ou l'aspiration singulière des Lyonnaises et des Lyonnais, qui me portent à l'apercevoir. Les rapports du GIEC parlent d'eux-mêmes, intégrant toute la science du monde réunie, pour donner la mesure du péril. Ils ne résument pas non plus toutes les menaces qui pèsent et ont toujours pesé sur la communauté humaine. Néanmoins c'est vrai, il y a des invariants et en même temps, les risques changent. Nous en avons fait l'expérience au cours des dernières années écoulées ; ils sont à présent climatiques, sanitaires, numériques.

Notre réponse doit évoluer avec ces évolutions.

C'est pourquoi Lyon appelle à un véritable plan d'investissement public dans la sécurité civile associative. Nous avons besoin de moyens, d'infrastructures et d'un accompagnement à la hauteur des enjeux.

Alors, je voudrais indiquer pour terminer, en toute humilité, que dans cet esprit, Lyon se porte candidate. Candidate pour devenir un territoire pilote de la sécurité civile de demain. Un laboratoire d'innovations où nous expérimenterons de nouvelles stratégies pour rendre notre ville et nos habitants plus résilients.

En attendant, puisse notre ville se révéler inspirante pour les réflexions et travaux qui vous attendent afin de construire une protection civile plus forte, plus juste et plus moderne. Lyon y prendra toute sa part. Je vous remercie, très bon congrès.